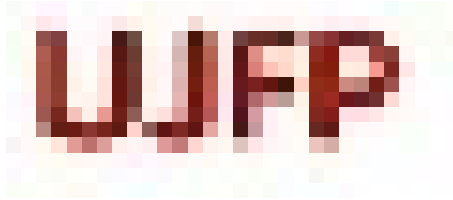


<http://www.ujfp.org/spip.php?article2139>



Après les propos de Claude Guéant « Une mission sacrée de civilisation »

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : lundi 6 février 2012

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

« Les forces qui font aboutir le projet grandiose du bonheur parfait ne tiennent nullement compte de la souffrance d'ordre secondaire, et exterminent ces sections de l'humanité qui leur barrent le passage. (...) Qu'il soit être humain ou brut, l'obstacle doit être éliminé. »

(Herbert Spencer, philosophe anglais, 1850).

Les déclarations de Claude Guéant (« Toutes les civilisations ne se valent pas ») ont déclenché une vive polémique. Elles s'inscrivent, bien sûr, dans la campagne de Nicolas Sarkozy pour gagner les électeurs du Front national. Mais elles vont bien plus loin, car elles reposent la question de ce qu'est une civilisation.

Une remarque préalable. Claude Guéant a noté que la supériorité de notre civilisation tenait, entre autres, à l'égalité entre hommes et femmes. Ce lundi 6 février, le quotidien gratuit 20 Minutes publie une brève, dans la rubrique faits divers, sous le titre « Une femme assassinée à coups de couteau ». On peut lire : « Samedi soir, une femme aurait été tuée à coups de couteau par son mari à Bruyère-sur-Oise dans le Val d'Oise, selon Le Parisien. La victime est morte sur place, avant que les secours puissent l'accompagner jusqu'à l'hôpital et son mari, soupçonné de meurtre, a été placé en garde à vue. » Ce fait divers, que la presse classera sans doute bientôt dans la rubrique « crimes passionnels », n'est évidemment pas la preuve que notre « civilisation » ne respecte pas l'égalité hommes-femmes. Si c'était un musulman qui en était coupable, en revanche, cela serait la preuve de l'infériorité de « sa » civilisation.

Dans *De quoi la Palestine est-elle le nom ?* (Les Liens qui libèrent, 2010), je reviens longuement sur cette idée de civilisation qui est à l'origine de bien des justifications de politiques coloniales au cours de l'Histoire.

Si l'on suit le très documenté Dictionnaire historique de la langue française, publié sous la direction d'Alain Rey, ce n'est qu'en 1721 qu'apparaît le mot civilisation, défini comme « le processus historique de progrès (...) matériel, social et culturel, ainsi que le résultat de ce processus, soit un état social considéré comme avancé ». Civiliser consiste donc « à faire passer [une collectivité humaine] à un état de plus haut développement matériel, intellectuel, social ». Philosophe et orientaliste, auteur du *Voyage en Syrie et en Egypte* (1787), Volney opposait déjà l'homme civilisé à... l'anthropophage. Le terme de civilisation, qui remplace le mot jusque-là utilisé de mœurs, ne prend donc tout son sens que par opposition à celui de sauvage. Il implique une vision hiérarchique à laquelle il est difficile d'échapper.

Nicolas de Caritat, marquis de Condorcet (1743-1794), dont l'un des plus grands mérites fut d'avoir défendu avec détermination l'égalité entre hommes et femmes, croit à l'unité de l'espèce humaine et s'oppose farouchement aux entreprises coloniales :

« Parcourez l'histoire de nos établissements en Afrique ou en Asie, vous verrez nos monopoles de commerce, nos trahisons, notre mépris sanguinaire pour les hommes d'une autre couleur ou d'une autre croyance, l'insolence de nos usurpations, l'extravagant prosélytisme ou les intrigues de nos prêtres, détruire ce sentiment de respect et de bienveillance que la supériorité de nos lumières et les avantages de notre commerce avaient d'abord obtenu. »

Le respect des peuples de couleur transparaît dans cette condamnation courageuse et sans équivoque des aventures coloniales. Mais il s'accompagne, chez cet humaniste authentique que fut Condorcet, de la croyance de la « supériorité de nos lumières » - terreau de la formidable effervescence intellectuelle qui préparait la Révolution française. Elle le conduisit à une conviction : la marche en avant des peuples des colonies serait « plus prompte et plus sûre par ce qu'ils recevraient de nous ce que nous avons été obligés de découvrir, et que pour connaître ces vérités simples, ces méthodes certaines auxquelles nous ne sommes parvenus qu'après de longues erreurs, il leur suffirait d'en avoir pu saisir les développements et les preuves dans nos discours et dans nos livres ».

Au nom de cette civilisation dont il est persuadé que l'Europe (et particulièrement la France) représente l'apogée, Condorcet légitime ainsi l'impérieuse obligation de hisser les autres peuples à « notre » niveau. Les restrictions qu'il y met, et notamment l'obligation d'user de moyens pacifiques, d'autres penseurs républicains, d'autres dirigeants politiques de la IIIe ou de la IVe République, les responsables européens en général n'auront aucun scrupule à les violer, camouflant sous cette « mission civilisatrice » des ambitions autrement plus sonnantes et trébuchantes.

A la fin du XVIIIe siècle, en France comme en Grande-Bretagne, se déployait une campagne contre la traite des esclaves et contre les colonies, menée par un courant appelé à un bel avenir, celui des intellectuels libéraux, d'Adam Smith à Edmund Burke. La métropole ne violait-elle pas les principes du marché libre en contraignant ses possessions d'outre-mer à exporter leur production vers la métropole et à y acheter tout ce dont elles avaient besoin ?

Cinquante ans plus tard, la plupart des adeptes de ce courant, de James Mill à John Stuart Mill, en passant par Alexis de Tocqueville, bien que toujours attachés au libre-échange et au rôle central du marché, abandonneront pourtant les questionnements de leurs prédécesseurs pour appuyer, sans états d'âme, l'expansion européenne. Ce « revirement pro-impérialiste » des libéraux, comme le montre l'universitaire américaine Jennifer Pitts, s'explique dans une large mesure par « l'effacement progressif des théories pluralistes et nuancées du progrès au profit de certaines conceptions beaucoup plus méprisantes de l'"arriération" et à une dichotomie beaucoup plus tranchée entre barbarie et civilisation ».

Adam Smith attachait à l'étude des communautés humaines une attention soutenue et il n'aurait certainement pas entériné la formule de Margaret Thatcher selon laquelle « there is no such thing as society » (« Il n'existe pas de société »). Il consacra, au contraire, des ouvrages approfondis non seulement aux sociétés européennes, mais aussi à celles que le Vieux Monde découvrait, de l'Océanie aux Amériques. Il était un universaliste, convaincu que les êtres humains sont tous rationnels et qu'ils appliquent cette rationalité à la résolution de leurs problèmes. Pour lui et ses disciples, aucune culture n'était globalement supérieure ou inférieure aux autres : la diversité des croyances et des mœurs était une réponse à des situations différentes.

Sans jamais céder au relativisme, Adam Smith expliquait ainsi dans sa Théorie des sentiments moraux, publiée il y a cent cinquante ans, que la coutume des Amérindiens de mouler les têtes des nouveau-nés, dénoncée par les missionnaires comme absurde et barbare, n'était pas plus saugrenue que le port du corset imposé aux femmes, dont les effets négatifs étaient connus et néanmoins acceptés... Il condamnait avec force tout ce qui pouvait fonder l'idée d'une supériorité globale des sociétés européennes.

En quelques décennies, le monde va profondément changer. Alors qu'au XVIIIe siècle il était encore multipolaire - en 1800, la majorité de la production manufacturière mondiale se faisait en Chine et en Inde -, durant la première moitié du XIXe siècle l'hégémonie du Vieux Continent s'affirme, et ce pour des raisons diverses : avantages tirés de la conquête de l'Amérique ; profits accumulés du commerce triangulaire (Europe-Afrique-Nouveau Monde) dominé par la traite des esclaves ; et, surtout, maîtrise de la technologie et de l'art de la guerre : la multiplication des conflits en Europe donna aux Etats une capacité à mobiliser leurs ressources pour de longues campagnes militaires, capacité dont ne disposaient pas les immenses empires indien ou chinois, qui déléguaient la défense de leurs lointaines frontières à des potentats locaux ou à des tribus.

Cette capacité militaire et les conquêtes elles-mêmes vont constituer, a posteriori, une preuve de la supériorité non seulement militaire et économique, mais aussi « culturelle » et même « morale » du Vieux Continent, laquelle s'enracinerait dans des conceptions philosophiques que certains font remonter jusqu'à la Grèce antique. On vit ainsi, remarque Jennifer Pitts, apparaître des arguments selon lesquels la nature progressiste de leur civilisation donnait une supériorité morale aux Européens, leur permettant d'agir à leur guise dans les régions « barbares ». La Palestine sera, parmi d'autres, un champ d'application de ces théories.

L'évolution de la politique britannique en Inde en témoigne : au milieu du XIXe siècle, l'intérêt naguère porté à la civilisation de ce pays commence à s'estomper. « Il avait antérieurement existé dans les plus hautes sphères de l'administration, remarque Pitts, une certaine forme d'admiration pour les hauts faits de la culture indienne, y compris parmi les Britanniques oeuvrant à l'expansion de l'Empire. Au sein des administrateurs coloniaux du XVIIIe siècle figuraient, en bonne place, des orientalistes admirant la civilisation indienne. »

Ces administrateurs avaient même tendance à s'indianiser : ils s'habillaient comme les locaux, adoptaient leurs coutumes, se mariaient à des Indiennes, etc. A partir des années 1850, au contraire, se fixe une vision méprisante des autochtones, laquelle ne se démentira plus jusqu'à l'indépendance.

Dans un ouvrage stimulant et ardu, au titre provocateur, Provincialiser l'Europe, l'historien indien Dipesh Chakrabarty revient sur la conception qui s'est finalement imposée selon laquelle l'Europe préfigurerait l'avenir de l'humanité. Les peuples non européens, explique Chakrabarty, sont assignés à « une salle d'attente imaginaire de l'Histoire », attente qui devient ainsi une mesure de la distance culturelle qui sépare l'Occident du non-Occident. La notion de progrès, poursuit-il, s'installe dès le XVIIIe siècle, et si « nous » sommes l'avenir, « ils » sont le passé, parfois même notre propre passé : ainsi les Aborigènes d'Australie seront réduits à ressembler à nos ancêtres de la préhistoire qui n'auraient pas su évoluer. En d'autres termes, Karl Marx écrivait que « le pays le plus industrialisé montre aux pays moins développés l'image de leur propre avenir ».

En dépit des puissants mouvements universalistes qui ont marqué l'Europe à partir du XVIIIe siècle, dont les idées étaient en principe peu compatibles avec l'oppression des indigènes, le droit à coloniser s'est donc imposé comme un « droit naturel », voire comme un devoir, de l'Australie à l'Algérie, du Congo à la Cochinchine. En Palestine, il s'agissait aussi d'« une mission sacrée de civilisation » (Henry Laurens). Mais, à la différence d'autres situations coloniales, les Palestiniens ne sont pas assignés à une « salle d'attente » de l'Histoire, mais à en être expulsés définitivement.

Blog Nouvelles d'Orient

Alain Gresh

Directeur adjoint du "Monde diplomatique"